



Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Thierry DEWINTRE.

Service public de l'eau et de l'assainissement - Contrat de délégation de service public (DSP) de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA - Avenant n° 2 - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié, par contrat de délégation de service public, l'exploitation de son service public du traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA à VEOLIA Eau.

La facturation de la redevance assainissement est réalisée par l'Exploitant du service de distribution d'eau potable. Sur le périmètre correspondant au contrat, le service public de distribution d'eau potable est effectué par trois Exploitants : la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, RUAS Michel SA sur le territoire du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) et SUEZ sur le territoire du Syndicat Bas Languedoc (SBL).

Les conditions de reversement et de suivi de la bonne perception des recettes ont été suivies tout au long de l'année 2018, selon les modalités confirmées lors de l'avenant n°1 en date du 18 octobre 2018 qui fixait le travail commun engagé entre les différentes parties.

Il est convenu que les conditions de reversement de la part Collectivité au titre du service de l'assainissement collectif sur le périmètre du contrat doivent être adaptées aux modalités de facturation de ces fonctionnements aussi variés. Aussi, l'article 62 du contrat est modifié et adapté à chaque période de reversement, restant toujours au nombre de 4 sur les secteurs du SBL et SMGC. Enfin, sur le périmètre de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole la facturation est lissée mensuellement, ce qui permet de faire bénéficier au service assainissement d'un reversement mensuel des redevances encaissées chaque mois.

Pour le périmètre correspondant à une facturation de la redevance assainissement par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, le Déléataire reverse mensuellement à la Collectivité la part lui revenant sur les sommes encaissées, le mois M+1 du reversement du mois M par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour le périmètre correspondant à une facturation de la redevance assainissement par RUAS Michel SA, le Déléataire reverse à la Collectivité :

- Le 1er mars N : un acompte de 50% du montant de la facturation du 2ème semestre N-1 ;
- Le 1er Juin le solde de la facturation (hors créances irrécouvrables) du 2ème semestre N-1 ;
- Le 1er septembre : un acompte de 50% du montant de la facturation du 1er semestre N ;
- Le 1er décembre : le solde de la facturation (hors créances irrécouvrables) du 1er semestre N.

Pour le périmètre correspondant à une facturation de la redevance assainissement par SUEZ, le Déléataire reverse à la Collectivité :

- Le 1er mars N : un acompte de 50% du montant des sommes encaissées sur la part collectivité facturée par SUEZ au titre du 2ème semestre N-1 ;
- Le 1er Juin le solde du montant des sommes encaissées sur la part collectivité facturée par SUEZ au titre du 2ème semestre N-1 ;
- Le 1er septembre : un acompte de 50% du montant des sommes encaissées sur la part collectivité facturée par SUEZ au titre du 1er semestre N ;
- Le 1er décembre : le solde du montant des sommes encaissées sur la part collectivité facturée par SUEZ au titre du 1er semestre N.

Le Délégataire reverse à la Collectivité au minimum 98% du montant facturé pour son compte, taux inchangé par rapport au contrat initial, suivant les modalités décrites dans le projet d'avenant n° 2 au contrat de délégation du service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration Maera.

Ces dispositions sont sans effet sur le tarif de l'assainissement et sa part délégataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au contrat de délégation du service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration Maera,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Aline DESTAILLATS, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GIANIEL, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Gilbert PASTOR, M. Eric PENSO, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-84255-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MAERA Avt 2.pdf

- ANNEXE 1 - Processus Recouvrement et Reversement.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.